

## CE MONDE QUI BOUGE

## Gouvernement, le temps des promesses...

Rien ne ressemble plus à un gouvernement qu'un autre gouvernement. Celui qui a été désigné mardi se distingue, certes, par un plus grand nombre de portefeuilles détenus par des femmes, mais dans l'ensemble, il n'y a aucune surprise hormis le départ de Khalida Toumi qui sera, si l'information donnée par plusieurs sites se confirme, nommée à la tête du Centre culturel algérien (CCA) à Paris.



Par Hassane Zerrouky

Et ce, sans doute, en récompense pour sa fidélité sans faille au chef de l'Etat. En revanche, tous ceux qui grenouillaient dans son entourage doivent être dépités. Et on les comprend, car l'ex-ministre de la Culture ne peut pas emmener tout le monde dans ses valises en direction de Paris si tel est son prochain lieu d'atterrissage.

Le gouvernement formé, il reste au Premier ministre quelques formalités à accomplir, genre présentation de son programme devant une APN déjà acquise, pour faire face aux problèmes du pays. Et ils sont nombreux. D'autant qu'Abdelmalek Sellal a fait tellement de promesses, pratiquement une par jour dans les 48 wilayas visitées durant la campagne électorale, qu'on se demande comment il compte les concrétiser pour faire de l'Algérie «la perle de l'Afrique et de la Méditerranée» (meeting de Tamanrasset) !

Pour l'heure, face à une opposition atomisée, en panne de projets réels autres que de vagues idées sur une deuxième république en raison de sa faiblesse criante sur ce plan, à des syndicats vidés de leur substance de classe, avec une UGTA ralliée au dogme libéral quand elle n'est pas complice des politiques économiques autoritaires d'austérité, le nouveau gouvernement Sellal dispose encore d'une certaine marge de manœuvre mais bien fragile et, sans doute, courte sur la durée.

Car, plus que tous les autres scrutins, notamment ceux de 2004 et 2009, cette élection a révélé la fracture existante entre les gouvernants et les gouvernés comme en témoigne la faiblesse de la participation que le pouvoir a eu du mal à masquer. En effet, si on se base seulement sur les 49,9% des Algériens n'ayant pas pris part au vote – Ali Benflis avance un chiffre de 70% – on observera que ce sont ceux qui vivent dans les villes qui ont choisi de ne pas se rendre aux urnes. Et comme le soulignait le sociologue Nacer Djabi, c'est aussi l'Algérie moderne, instruite, celle qui travaille, qui a boycotté ce scrutin.

Autres problèmes pouvant contrarier ses plans, celui, entre autres, du financement du déficit budgétaire, en raison d'une politique économique axée sur un tout pétrole qui commence à battre de l'aile et une politique du tout import que l'Algérie ne pourra continuer de financer impunément sans voir ses ressources financières fondre aussi vite qu'elles ont été accumulées.

A très court terme, le gouvernement va être très vite confronté – le mois de Ramadhan, mois de la spéculation sur les prix des denrées de base, c'est dans 60 jours – à une forte demande sociale qu'il lui sera difficile de satisfaire sans laisser glisser les prix, les ressources financières n'étant pas inépuisables.

C'est cette réalité-là, bien amère, que les éternels opportunistes et autres thuriféraires du pouvoir, se nourrissant aux mamelles de la rente pétrolière, priant Dieu silencieusement matin et soir pour qu'on découvre un gisement d'hydrocarbures permettant de donner un répit au régime, ne pourront longtemps cacher aux Algériens.

Pour terminer, outre les scandales Sonatrach dont l'un est instruit par le parquet de Milan et sur lequel l'Algérie ne dispose d'aucun moyen de le suspendre si tels étaient les calculs de certains cercles du pouvoir, il y a ces affaires portant sur des biens acquis en France, révélées par des médias. La plus connue concerne Amar Saâdani mais selon *El Watan* citant *Mondofrique*, un ministre du gouvernement.

Sellal serait également cité. Il y en aura certainement d'autres, tant la corruption est aujourd'hui un fait publiquement admis, qui viendront entacher ce début de quatrième mandat. Et accuser et poursuivre les journaux et les journalistes de diffamation pour avoir révélé ces faits, comme cela s'est fait dans les années 2003-2005, ne sera ni la bonne réponse ni la bonne parade.

H. Z.

PREMIER CONSEIL DES MINISTRES DU 4<sup>e</sup> MANDAT

## Bouteflika lance ses chantiers dans l'urgence

**Abdelaziz Bouteflika accélère la cadence. Sitôt effectué, dans l'urgence, le surprenant remaniement du nouveau gouvernement Sellal, il préside quarante-huit heures plus tard, c'est-à-dire hier mercredi, le premier Conseil des ministres de son quatrième mandat. Bouteflika s'engage au Conseil des ministres à concrétiser tous ses engagements de campagne électorale. Et ils sont tellement nombreux.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** Durant ce premier Conseil de l'après-présidentielle du 17 avril, il a été beaucoup question de «stabilité». Bouteflika estimera que ces élections «ont vu le peuple algérien vaillant se prononcer fermement contre le désordre, la violence, et la fitna. Il aura fait montre d'un sursaut patriotique exceptionnel (en s'engageant) à barrer la route à l'aventurisme et à ses prophètes» ! Décidément, Bouteflika ne veut toujours pas «lâcher» sa bête noire de toujours, Ali Benflis !

L'on ne peut également pas ne pas relever cette autre phrase assassine, qui suit immédiatement après, sans doute destinée, celle-là, à la cible permanente du patron du FLN : «les Algériens et les Algériennes ne sauraient accepter que la démocratie s'exerce hors des règles et des institutions définies dans la Constitution, ou loin d'une conduite pacifique qui s'impose à tous, ni encore moins, en contresens de la volonté souveraine exprimée par notre peuple»... Cela étant, Bouteflika ne manquerait pas de «compenser son attaque par un vibrant hommage aux forces de l'ANP.

Et, inhabituellement chez lui, Bouteflika évoquera même la dernière opération antiterroriste menée par l'armée à Tinzaouatine ! On lit ainsi, dans le même communiqué que «le Conseil des ministres a été informé de l'opération brillamment menée par l'Armée nationale populaire il y a deux jours, dans la région de Tinzaouatine, durant laquelle a été annihilée une dangereuse tentative d'infiltration d'un groupe terroriste lourdement armé, dont les éléments sont originaires du Mali, de Libye et de Tunisie». L'homme qui a bâti toute la légitimité de son quatrième mandat sur ce thème de la stabilité insistera particulièrement sur ce point, esti-

mant que «cette nouvelle agression extérieure interpelle toute la société algérienne pour faire preuve de la plus grande vigilance et soutenir ainsi l'engagement des forces de l'ANP et des forces de sécurité face au terrorisme abject». L'on est en tout cas vraiment très loin du discours récurrent sur la «réconciliation nationale».

## «Nous devons engager une véritable course contre la montre»

Face à son nouveau gouvernement, visiblement chargé d'une mission temporaire, Bouteflika s'était montré très ferme et très exigeant.

Ainsi, et évoquant son programme électoral et, partant ses engagements, il dira : «En tant que pouvoirs publics, nous devons engager une véritable course contre le temps (...) pour satisfaire les attentes de notre peuple». Le toujours patron du palais d'El Mouradia citera même une série de chantiers à lancer dans les plus brefs délais, et dans tous les domaines ! Il est entre autres question de la mise en place, des autorités de régulation de la presse écrite et audiovisuelle, de la mise en œuvre du nouveau découpage administratif, de l'accélération du processus d'adhésion de l'Algérie à l'OMC, de la lutte contre la corruption et la bureaucratie, de l'accélération du processus des réformes économiques et, même, d'un programme spécial approvisionnement du marché national durant le mois de Ramadhan. Cela, en même temps que l'élaboration du plan quinquennal 2015-2019.

Le gouvernement est également instruit de préparer dans les plus brefs délais le nouveau plan d'action. «Ce dossier sera de nouveau abordé dans quelques jours à l'occasion de l'étude, en Conseil des ministres, de ce projet de plan d'action que le gouvernement aura à présenter devant l'Assemblée populaire nationale puis



Photo : Samir Sid

devant le Conseil de la nation». Sellal devra en effet se présenter devant le Parlement courant ce mois de mai.

## «Ouyahia mènera les consultations sur la révision de la Constitution début juin»

S'agissant de son dossier le plus immédiat, à savoir la révision de la Constitution, Bouteflika met fin au suspense. Hier, au cours du même Conseil des ministres, il a fixé les échéances du processus des consultations. Il est ainsi précisé dans le communiqué du Conseil que l'ensemble des partis politiques, des représentants de la société civile et du mouvement associatif ainsi que les personnalités nationales seront destinataires du contenu de ce que sera la nouvelle Constitution telle que proposée par le pouvoir. Ce, avant d'être ensuite conviés à des consultations à partir de début juin.

Toute l'opération sera conduite par le ministre d'Etat, directeur de cabinet de la présidence, Ahmed Ouyahia.

K. A.

## ÉVÉNEMENTS DU 8 MAI 1945 À KHERRATA

## Le FFS réclame la reconnaissance du statut de martyr aux victimes des massacres

**Une foule nombreuse de militants sympathisants et cadres du FFS a pris part, hier, dans la matinée à la commémoration du 69<sup>e</sup> anniversaire des événements du 8-Mai-1945 à Kherrata en présence du 1<sup>er</sup> secrétaire national, Ahmed Betatache et de Ali Laskri, membre de l'instance présidium du plus vieux parti d'opposition algérien.**

Après un recueillement au niveau du pont «Hanouz» ainsi qu'au Carré des martyrs où une gerbe de fleurs a été déposée avant d'observer une minute de silence à la mémoire de toutes les victimes des massacres du 8-

Mai-1945, les responsables du FFS ont animé un meeting populaire.

Intervenant tour à tour lors du meeting, le premier secrétaire national du FFS, Ahmed Betatache et Ali Laskri ont appelé à «la reconnaissance du statut

de martyr aux victimes des massacres du 8-Mai-1945» tout en exigeant par la même occasion de la France à «reconnaître ses crimes». Le dernier scrutin présidentiel et la proposition faite au parti par Sellal d'intégrer son nouvel exécutif avec deux postes ministériels ont été aussi évoqués lors du meeting par les responsables politiques du FFS. Mettant en avant le fameux slogan du parti «ni participation ni boycott» des présidentielles, Ali Laskri a indiqué que son parti a décliné

cette proposition «d'entrer» au gouvernement car, a-t-il soutenu, «la priorité du FFS est la reconstruction du Consensus national et l'organisation d'une conférence nationale de consensus». «Le FFS n'envisage pas d'intégrer un gouvernement avant l'aboutissement de ce projet, qui vise à l'élaboration avec l'opposition politique, la société et le pouvoir d'un programme consensuel de sortie de crise», a-t-il expliqué en substance dans son intervention.

A. Kersani